Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°219
17 novembre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les capitalistes dansent sur un volcan

Zohran Mamdani, jeune candidat du Parti démocrate, a gagné les élections municipales à New York. Dans cette ville de plus de huit millions d'habitants, les immeubles des milliardaires côtoient les quartiers populaires du Bronx, du Queens ou de Harlem.

Critique du gouvernement israélien, faisant campagne pour taxer les riches, rendre les bus gratuits et geler les loyers exorbitants, Mamdani a attiré de nombreux électeurs. Le soutien qu'il a reçu, parmi les classes populaires mais aussi au sein d'une minorité de la communauté juive ou parmi les petits employés de Wall Street, montre qu'il existe une large opposition à Trump.

Ce succès traduit aussi la dégradation des conditions de vie : loyers trop chers, baisse du pouvoir d'achat. Mais contrairement à ce qu'affirme le journal français l'Humanité, sa victoire ne signifie pas que « *l'ancien régime politique est en train de disparaître* ». Elle ne fait pas non plus « trembler l'establishment américain » comme le dit le PTB. Au contraire, Mamdani a vite cherché à rassurer les milieux d'affaires. Selon plusieurs milliardaires, il s'est montré très « à l'écoute ». Et au sein du Parti démocrate, il a reçu du soutien car, comme Bernie Sanders à l'époque, il ramène des voix, peu importe les accusations sans fondement de communisme par les Républicains.

Aux États-Unis comme ailleurs, les partis qui se disputent pour gouverner, malgré leur apparence plus ou moins « sociale », partagent le respect des intérêts des capitalistes. Le capitalisme continue de faire régner sa loi, et ce n'est pas l'élection de Mamdani qui peut y mettre fin. En Belgique, le blocage du gouvernement fédéral sur le budget alimente les mêmes illusions : certains espèrent un nouveau gouvernement « plus à gauche », avec le PS.



Bien que le patronat fasse pression pour clôturer les négociations budgétaires, il est toujours possible qu'aucun accord ne soit trouvé. Le MR fait mine de s'opposer à une TVA plus élevée, et Vooruit fait mine de refuser un gel de l'indexation. Mais tous acceptent de prendre 8 à 10 milliards dans les poches des travailleurs !

PS, Vooruit, MR, Les Engagés et tous ceux qui ont participé au gouvernement hier ou aujourd'hui peuvent défendre leurs électeurs en paroles, mais en actes, ils obéissent au capitalisme. Autrement dit, par un bout ou par un autre, ils appliqueront la politique voulue par le grand patronat, qui prend aujourd'hui la forme de larges coupes budgétaires pour abreuver de cadeaux les groupes financiers et industriels.

Le problème de fond est mondial : la concurrence entre les grands groupes américains, européens, russes, indiens et chinois s'intensifie. Pour garantir toujours plus de profits, les capitalistes bloquent les salaires, licencient, augmentent les prix et s'appuient sur les gouvernements pour renforcer l'exploitation. Et au cas où ce ne serait pas suffisant, ils se préparent à la guerre, pour aller chercher des profits « dans l'assiette du voisin ».

C'est pour cela que la guerre en Ukraine continue. Les dirigeants européens ne cherchent pas la paix, mais des fonds pour produire plus d'armes, affaiblir la Russie et l'ouvrir au capital occidental. Et même si un jour les armes se taisent, quelle paix espérer ? Partout, la propagande nationaliste augmente et les dépenses militaires explosent. En Belgique, des survols de drones ont suffi à débloquer 50 millions pour de nouveaux équipements militaires, au nom d'un éventuel « danger russe ».

Pourtant, le vrai danger, ce sont les capitalistes eux-mêmes. Ils plongent des pays entiers dans la guerre — en Ukraine, au Soudan, Congo, Moyen-Orient — pour dé-

fendre leurs marchés et leurs profits. Ils investissent dans tout ce qui rapporte vite, même si cela détruit des vies ou la planète. Peu importe si cela amène à produire des armes plutôt que des bien utiles à la population. Et peu importe si la rentabilité espérée repose sur du vent, sur la spéculation, c'est-à-dire sur la simple conviction que le cours de l'action va continuer à monter.

Aujourd'hui, la spéculation dans l'intelligence artificielle explose. La valeur boursière de Nvidia a dépassé les 5.000 milliards de dollars, soit le PIB de l'Allemagne. Mais comme toutes les fièvres spéculatives, celle-ci risque de finir en krach boursier et d'entraîner dans sa chute toute l'économie mondiale. Cela risque d'entraîner un chaos réel avec des licenciements en masse et de plonger des milliards de personnes dans la misère. Comme l'exprimait le patron de Citigroup juste avant la crise de 2008 : « tant que la musique joue, on danse »... avant de licencier 17.000 employés, malgré un plan de sauvetage public de 300 milliards.

Le capitalisme n'a pas d'avenir!

Tous en grève!

Les syndicats appellent à trois jours de grève les 24 (transport public), 25 (secteur public) et 26 novembre (tous secteurs).

Dans son appel, la FGTB écrit que « le soutien de la population au mouvement est palpable ». Il existe bien une colère chez de nombreux travailleurs et travailleuses face à l'aggravation des conditions de vie, de travail, aux prix qui montent, aux attaques du gouvernement. Plus de 100.000 ont participé à la dernière manifestation le 14 octobre. Et parmi celles et ceux qui ont été travailler, ou qui sont restés chez eux, nombreux soutenaient les collègues mobilisés.

Dans le transport public, les syndicats ont décidé d'étendre la grève initialement prévue le 24 sur trois jours de mobilisation.

A quoi doit servir une telle mobilisation ?

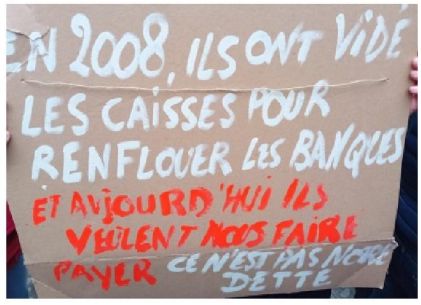
L'appel intersyndical explique que « Ces trois jours de grève sont un appel au Premier ministre De Wever et à l'ensemble du gouvernement pour qu'ils mettent fin au démantèlement social. Ces mesures n'ont pas encore été votées, il est donc encore temps de les ajuster. »

Mais Bart De Wever et son gouvernement n'écoutent pas les travailleurs pour une raison simple : ils sont au service des ultra riches et du grand patronat.

Pour faire reculer réellement le gouvernement, il faudrait que le rapport de force change radicalement en faveur des travailleurs, au point que la peur change de camp et que le grand patronat lui-même impose au gouvernement d'opérer un demi-tour. Sans cela, seuls des ajustements microscopiques aux mesures sont envisageables. Mais ajustées ou pas ajustées, les attaques seront violentes ! Et de « moins pire » en « moins pire », on va vers toujours plus de misère.

Faire tomber le gouvernement?

Dans le contexte actuel, le blocage du gouvernement fédéral sur le budget alimente les illusions : certains espèrent un nouveau gouvernement « plus à gauche », avec le PS. Et certains dirigeants syndicaux jouent sur ces illusions, laissant sous-entendre que les trois jours de mobilisation en novembre pourraient contribuer à faire tomber le gouvernement.



« *Ce gouvernement n'est pas aussi solide qu'il n'y paraît* », déclarait récemment Thierry Bodson. Peut-être. Mais qu'est-ce qu'un nouveau gouvernement changerait ? Ce sont les capitalistes qui décident. Si le PS était au gouvernement, il appliquerait aussi une politique d'austérité. Ferait-il quelques ajustements microscopiques pour satisfaire sa base électorale ? Peut-être. Mais ce ne serait qu'un nouveau « *moins pire* » ... avant de nouveaux reculs !

Renouer avec les luttes

En réalité, la mobilisation de fin novembre doit servir à rattacher de plus en plus de collègues, d'amis, à la nécessité de défendre collectivement nos intérêts. Et à essayer à l'échelle d'une grève de trois jours de s'organiser entre collègues de façon démocratique pour décider d'actions, de réunions, de rassemblements.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Ecoles en colère

Lundi 10 novembre, le personnel de l'enseignement était appelé à la grève par les syndicats pour dénoncer les économies prévues dans l'enseignement.

Le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles vient en effet d'annoncer une série de mesures d'économies, qui viennent s'ajouter à celles des années précédentes. En plus de la réduction de l'encadrement dans l'enseignement technique et professionnel, de la fermeture de nombreuses options, de la suppression de 7èmes années… le gouvernement vient d'annoncer une série de mesures - qui doivent encore être votées - pour les trois ans à venir.

Comme dans tous les secteurs, il s'agit d'augmenter la charge de travail, de baisser les salaires, de diminuer l'accès aux allocations sociales, et de casser les contrats de travail existants.

Ainsi, les professeurs des trois dernières années du secondaire devraient prester 2 heures supplémentaires par semaine, dès la rentrée prochaine, pour le même salaire, ce qui conduirait à la perte d'au moins 1.500 postes. Les futurs engagés des premières années du secondaire quant à eux, dont le cursus scolaire a été rallongé d'un an, et qui devaient ratrapper le salaire des universitaires, se verraient octroyer une augmentation de 5% ! Une aumône ! Bien loin des environ 25% de salaire en plus qu'ils pouvaient obtenir jusqu'ici en faisant un master en éducation.

Le droit aux congés maladie est aussi mis en cause : une fois le pot de 15 jours de maladie écoulé, ils ne percevront plus que 60% du salaire, au lieu de 80% aujourd'hui.

Les aménagements de fin de carrière, qui permettaient de travailler à temps partiel avec un complément salarial, avant l'âge du départ à la retraite, seraient limités aux deux dernières années de carrière, soit de 65 à 67 ans !

Et comme pour tous les travailleurs du secteur public, il est prévu qu'il n'y ait plus de nominations, et le calcul du montant des pensions est revu à la baisse.

En plus de ces mesures contre le personnel, le budget d'entretien des bâtiments est encore réduit, ainsi que les budgets qui permettaient d'assurer des repas gratuits aux enfants les plus pauvres, la gratuité pour les académies de musique avant 12 ans est supprimée, le minerval pour les écoles supérieures passe à 1.200 euros…

La colère suscitée par l'annonce de ces mesures a fait que les appels syndicaux à organiser des arrêts de travail pour préparer les grèves de novembre ont été bien suivis. De nombreuses écoles ont organisé plusieurs arrêts de travail pour discuter des mesures et des mobilisations nécessaires. A Uccle, des professeurs ont organisé des corrections collectives sur le trottoir pour montrer leur travail "invisible", à Koekelberg, ils ont manifesté aux abords de l'école, à Liège, durant les congés de novembre, un bal des horreurs à été organisé dans la rue…

Il est difficile de juger de la réussite de la grève du 10 novembre car il n'y avait pas d'appel à manifester collectivement mais il semble que la grève a été assez bien suivie. Un appel tardif à se rassembler à Bruxelles devant le ministère de l'enseignement à cependant réuni un petit millier de personnes, et à Liège une manifestation en a réuni plus de 2.000.

La charge de travail, le manque de moyens et finalement le sentiment permanent de mission impossible à remplir reviennent continuellement dans les



témoignages. Instituteurs et profs s'occupent cinq jours sur sept de la jeunesse. Et plus cette société se déstructure et s'enfonce dans la pauvreté, plus les difficultés dont souffrent les enfants et les jeunes sont aiguës.

Ainsi, même dans la filière du secondaire général, avoir un job étudiant prenant et fatiguant est devenu monnaie courante pour les élèves. Les problèmes psychologiques voire psychiatriques explosent. L'intégration d'élèves issus du spécialisé se généralise dans certaines écoles primaires et dans le secondaire technique-professionnel. C'est tout cela qui crée une surcharge de travail pour les enseignants qui passent leurs journées à essayer de faire la classe malgré tous ces obstacles et qui sont en première ligne les témoins impuissants du mal-être de leurs élèves. Les réductions de budgets dans tous les services publics vont encore rendre la situation plus difficile.

Quant à faire tomber le gouvernement de droite pour avoir un gouvernement de gauche, c'est une impasse.

Rappelons qu'en 1995, les professeurs du secondaire avaient fait grève trois mois contre les coupes budgétaires imposées par une ministre socialiste ! Cela n'avait pourtant pas suffi à faire reculer la ministre et 3.000 enseignants avaient perdu leur emploi. Face aux directions syndicales qui repeignent 1995 en victoire, au

prétexte que les dispositifs de fin de carrière et autres dispositions avaient été sauvegardés, il faut identifier ce qui a manqué : l'extension de la grève à d'autres secteurs.

Aujourd'hui la crise du capitalisme est plus profonde. Partout les services publics sont amputés par les gouvernements afin d'assurer des cadeaux au grand patronat, sous forme de subventions ou de remboursement de la dette et de dépenses militaires. Et pour assurer leurs profits, les capitalistes, en plus de vider les caisses des Etats, licencient à tour de bras et préparent une conflagration mondiale. Pour assurer l'avenir des jeunes, c'est le pouvoir de la bourgeoisie sur la société qu'il faut contester!



Profs mobilisés à Liège

À Liège, plus de 2.100 personnes se sont rassemblées, des très jeunes comme des anciens.

Dans la manifestation, beaucoup dénonçaient l'annonce des deux heures supplémentaires par semaine sans augmentation de salaire, la réforme du régime de fin de carrière pour les enseignants, la fin des nominations, la fermeture d'options dans l'enseignement qualifiant, l'augmentation de la taille des classes. Et avec tout ça la crainte de voir des emplois supprimés, suite logique de toutes ces réformes.

Sur les panneaux et dans les discussions, les enseignants ont mis en avant qu'ils n'étaient pas seulement inquiets de leur situation personnelle mais bien de l'évolution de toute la société ! Une affiche dans le cortège : « *Ce n'est pas le travail qui nous fait peur, c'est l'avenir de vos enfants* ». Certains ont expliqué dans leur classe à leurs élèves, que c'étaient aussi pour le futur des jeunes qu'ils manifestaient.

Dans les communes

L'enfer des taxes communales

Une avalanche de nouvelles taxes frappe la population, et ce sont les communes qui les imposent. Parmi les grandes villes wallonnes, Liège, Herstal, Seraing, Charleroi, La Louvière, Mouscron ont annoncé des dizaines de nouvelles taxes ou d'augmentations de taxes existantes.

A Charleroi, le non-paiement de stationnement passe de 30 à 40 euros, la garderie jusqu'ici gratuite sera désormais de 1,25 euro, le permis de conduire passe de 15 à 18,5 euros, la carte d'identité de 5 à 6 euros, et même les frais de dossier de mariage passent de 25 à 30 euros. Les plaines de jeu, le précompte immobilier et la taxe poubelle vont également augmenter. A La Louvière, la hausse du précompte immobilier est de 12 %, celle de la taxe sur la petite restauration de 18 %, la hausse de la taxe poubelle de 43 %, le prix des repas scolaires sera augmenté de 20 %, celui de l'accueil extrascolaire et des plaines de jeux de 50 %. La même situation est vécue à plus ou moins grande échelle dans énormément de communes !

Cette explosion des taxes communales ne sort pas de nulle part. En vingt ans, les finances des communes ont été plombées de manière systématique.

Il y a d'abord eu les conséquences de la crise financière de 2008 qui a provoqué la faillite de Dexia. Les communes participaient alors à l'actionnariat de la banque, au travers du « Holding Communal », rejeton, tout comme Dexia, du « Crédit Communal », une banque coopérative créée en 1860 pour accorder des crédits aux pouvoirs communaux.

Avec la faillite de Dexia, les actions de la banque ont perdu leur valeur sur les marchés financiers et les communes ont ainsi été dépossédées de leur épargne. Cela n'a pas empêché, bien sûr, que leur statut d'actionnaires serve de prétexte pour faire d'elles des vaches à lait devant « sauver » Dexia. Quand aucun des capitalistes responsables de la faillite de la banque n'était tenu responsable du désastre financier, les communes, elles, ont été sommées de mettre sur la table des millions d'euro pour le prétendu « sauvetage de Dexia ».

A titre d'exemple, Charleroi a déboursé en 2011 près d'un million d'euros dans le puits sans fond des dégâts de la spéculation capitaliste. Et si une partie des coûts a bien été absorbée par la Région wallonne, et les marchés financiers sauvés à coup de milliards d'argent public, les comptes des communes, eux, ont plongé dans le rouge.

Et la crise de 2008 n'a pas seulement frappé les communes. La dette de l'Etat belge a explosé. De 87% du PIB en 2007, la dette de l'Etat est passée à 99,5% en 2009 pour atteindre 106,5% en 2014. L'augmentation de la dette a alors servi de prétexte à la multiplication des mesures d'austérités, et celles-ci ont été largement imposées sous couvert de conflits communautaires qui ont défrayé la chronique.

La crise politique débutée en 2007 au roulement de tambours du conflit autour de l'arrondissement électoral « Bruxelles-Hal-Vilvorde » s'est conclue en 2011 par la « 6e réforme de l'Etat » négociée par les partis qui composeront le gouvernement Di Rupo entre 2011 et 2014. Contrairement aux mensonges des dirigeants du PS, la participation des socialistes à ces négociations et à ce gouvernement n'ont en rien adoucit la violence des mesures d'austérités qui ont alors été imposées. Ce fut un véritable carnage dirigé contre la classe ouvrière. A côté de lui, la scission de « BHV », qui avait fait tant de bruit, apparaissait pour ce qu'elle était : un épouvantail communautaire chargé de masquer une politique pro-capitaliste… Un politique qui était menée aussi bien par les partis flamands que wallons, et autant ceux de gauche que ceux de droite.

Ainsi le gouvernement Di Rupo ne se contenta pas d'exclure du chômage des dizaines de milliers de travailleurs, faisant « saigner le cœur » de ce premier ministre soi-disant socialiste. Parmi les mesures d'austérité de la 6e réforme de l'Etat, les charges des « 4P » (police, pompiers, pensions, pauvreté), auparavant financées au niveau fédéral, ont été transférées sur le budget des communes, sans que des moyens de financement suffisants ne soient transférés.

Depuis, le budget des communes, et en particulier les communes ouvrières, ne s'en remet pas, et ce sont les travailleurs qui sont sommés de payer la note… mais sous la responsabilité des communes, ce qui est moins visible que par des impôts régionaux ou fédéraux, mais pas moins violent.

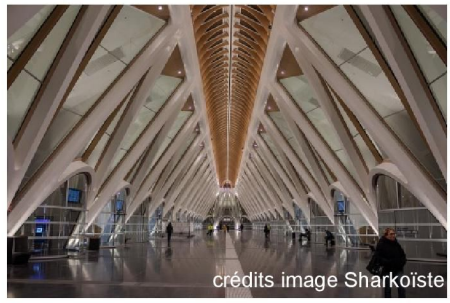
Cette manœuvre n'a depuis jamais cessé d'inspirer les politiciens chargés d'imposer l'austérité. Ainsi George-Louis Bouchez (MR) peut bien prétendre vouloir « empêcher toute nouvelle taxe » décidée par les gouvernements auxquels il participe… Il n'empêche que la politique qu'il mène retombe directement sur la population sous forme de taxes... imposées par les communes. Car il est clair que plusieurs des récentes mesures d'austérités prisent par les gouvernements régionaux et fédéraux (par exemple la baisse des emplois APE ou encore l'arrivée de nouveaux allocataires sociaux dans les CPAS à cause des exclusions du chômage) continuent de mettre les finances des communes dans le rouge.

Mons : show policier sur fond de misère

110 policiers mobilisés, survol de la ville par un hélicoptère durant des heures : la police a déployé le grand spectacle pour une « opération de sécurisation » du centre ville de Mons, vendredi 14 novembre. Près de 1.000 personnes ont été contrôlées, y compris des enfants.

A défaut d'être efficace contre les trafiquants, cet étalage de moyens a permis au bourgmestre Nicolas Martin de faire sa pub sécuritaire. Mais ces déploiements policiers ont zéro chance de freiner la criminalité et le trafic de drogue qui progressent avec la misère et la précarité. Par contre, il y a 100% de chances que les caméras de rue et la présence policière renforcée soient utilisées demain contre les pauvres et les travailleurs qui protestent.

Le PS a la même politique démagogique et faussement sécuritaire que la droite, car il ne veut pas organiser les travailleurs contre les patrons qui sont les vrais responsables de la misère et du chaos social croissant.


crédits image Sharkoïste

Gare de Mons: Impunité garantie

Le parquet de Mons a classé sans suite le dossier de la gare de Mons malgré un rapport de la Cour des Comptes qui révèle un coût multiplié par 13 au moyen « de marchés publics complexes » et « une désignation nébuleuse de l'architecte ». Mais la procureure estime ne pas avoir les moyens de terminer l'enquête avant la prescription : Consacrer « des moyens policiers pour des devoirs d'enquêtes lourds et compliqués est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre ».

Les entreprises, qui empochent des centaines de millions d'argent public, et les politiciens qui signent les chèques, préfèrent sans aucun doute « plus de policiers dans les rues » que d'enquêteurs pour mettre le nez dans leurs affaires.

Choisis ton chant

Le Conseil communal de Mons a voté à l'unanimité une motion d'un élu MR de réintroduire l'apprentissage de la Brabançonne dans les écoles

communales de la ville. Après avoir ajouté l'affichage des droits humains et de la Constitution, le PS, le PTB et écolo ont voté la motion « afin de promouvoir de façon concrète l'attachement aux valeurs démocratiques ».

De nombreux enseignants ne doivent pas goûter cette basse démagogie alors qu'ils luttent contre le manque de moyens et les licenciements. L'apprentissage d'un chant nationaliste qui fait l'éloge de la monarchie est un embrigadement de plus pour des enfants que le capitalisme destine à la misère et à la guerre. Il y a une autre chanson, pleine d'enseignements, que les socialistes apprenaient autrefois aux enfants des travailleurs qui dit ceci : « Les rois nous saoulaient de fumées (de guerre), nul devoir ne s'impose aux riches, le droit du pauvre est un mot creux ». Cette chanson, c'est l'Internationale !

Mise au pas de la société

Flandre : ils veulent faire taire les voix contestataires

Le gouvernement flamand – dont fait partie Vooruit – prévoit un plan d'austérité de 3,5 millions d'euros dans le secteur associatif. Les économies visent principalement les organisations de gauche ou critiques des politiques gouvernementales.

Sont touchées des associations comme les réseaux pacifistes Vrede et Vredesactie, la presse critique De Wereld Morgen, des organisations pro-palestiniennes comme HOTM, et des groupes activistes comme Labo. Leurs subsides sont rabotés ou supprimés, alors même qu'elles avaient reçu un avis positif de la commission indépendante chargée d'évaluer leurs dossiers.

Cette politique fait écho à celle du gouvernement wallon et de la Communauté française, qui annoncent aussi des coupes dans les associations de gauche dans leurs déclarations de politique générale.

Mise au pas des organisations critiques

Le gouvernement flamand durcit aussi la répression contre les organisations critiques. Il veut permettre aux ministres de couper unilatéralement les subsides de toute association « soupçonnée d'être impliquée dans des projets extrémistes ».

Ainsi, toute subvention pourra être retirée « aux organisations impliquées dans l'extrémisme violent ou qui le soutiennent ou le prônent », sans plus de précision, ce qui permet toutes les interprétations.

L'objectif est clair : mettre au pas les organisations critiques, en coupant leurs moyens ou en menaçant de le faire.

Cette politique répressive n'est pas nouvelle. En 2023, des organisations ayant réclamé un cessez-le-feu à Gaza avaient déjà subi des inspections bien plus strictes, après avoir été accusées par des ministres N-VA d'être « pro-Hamas ».

Le fédéral n'est pas en reste, avec le projet de loi Quintin, qui envisage d'interdire les organisations « extrémistes ».

Ces offensives marquent un nouveau durcissement contre toute voix contestataire. Le capitalisme plonge dans une crise toujours plus profonde, et l'appareil d'État se prépare à réprimer quiconque remet un tant soit peu en cause le capitalisme.

L'ogre envoie ses lettres

Le gouvernement ne se contente pas de faire de la propagande de guerre et d'augmenter



les dépenses militaires. Il tente en plus d'embrigader les jeunes !

Francken (N-VA) a envoyé 140.000 lettres aux jeunes de 17 ans pour les appâter à participer au nouveau service militaire volontaire. De quoi trouver les bras pour demain tenir les armes qu'il achète aujourd'hui, au plus grand profit des marchands de canon.

La guerre qu'ils préparent est en fait une guerre contre les travailleurs. Pas un euro, pas un homme pour leurs guerres !

La « défense nationale »… des profits

Les attaques de l'armée russe contre l'Ukraine sont choquantes et révoltantes. Mais le fait qu'en quatre ans, ils n'ont pas pu aller plus loin que les frontières actuelles montre qu'ils n'ont pas les moyens d'atteindre ni la Belgique ni même l'Allemagne.

Dans leurs discours va-t-en-guerre, les politiciens et journalistes prétendent quand même que la Russie serait un danger contre la « sécurité nationale belge », et que les budgets de l'armement serviraient à s'en défendre. En fait, ils cherchent à nous préparer à la guerre car leurs profits en dépendent.

Train + (cher)

Avec ses nouveaux tarifs, la direction de la SNCB prétend que voyager en train sera moins cher. Mais c'est un mensonge. Bien des tarifs augmentent et les « go-pass», les cartes « multi », et autres forfaits sont supprimés. En fait, un trajet en train devient plus cher en moyenne !

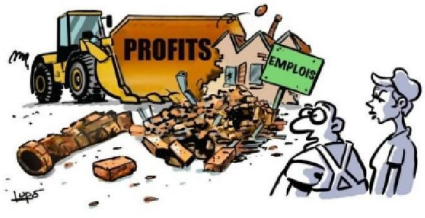
C'est la conséquence de la préparation à l'ouverture à la concurrence. Pour dégager du profit, les cheminots sont plus exploités, et les usagers plus extorqués.

Non aux licenciements !

Mars, WEngage

Les capitalistes continuent de licencier alors qu'ils sont gavés de profit !

L'usine d'Olen de Mars, qui fabrique du riz pour la marque Ben's Original, va fermer et 80 des 110 travailleurs seront licenciés. Mars a réalisé 120 millions d'euros



de profits en Belgique au cours des quatre dernières années, et des milliards au niveau mondial. L'entreprise a largement les moyens de maintenir l'emploi et les salaires !

Une autre entreprise, WEngage prévoit, de son côté, de licencier 400 travailleurs, dont 275 seraient remplacés par des contrats précaires. La direction invoque l'automatisation et veut délocaliser une partie des call centers vers des pays où les salaires sont plus bas, comme le Maroc.

WEngage est la propriété de Christian Dumoulin, 57e fortune de Belgique (691 millions d'euros) via sa holding Koramic. Il s'est enrichi pendant des années grâce au travail de milliers de salariés. Il faut prendre sur ses milliards pour payer les travailleurs !

Colruyt Ghislenghien

La direction veut supprimer la ligne d'embouteillage de vins de l'entrepôt Colruyt de Ghislenghien dès janvier 2026. 17 emplois sont menacés.

Colruyt a réalisé l'an passé 330 millions d'euros de profit. Tous les travailleurs doivent garder leur salaire ! Et on peut partager le travail avec ceux qui quitteraient l'embouteillage. Les actionnaires de Colruyt ont les moyens de garder tout le monde, ça nous soulagerait et on vivrait mieux.

Morts au travail

Un ouvrier est mort sur le chantier de démolition de l'ancienne usine Nyobe Belgotex à Kruisem (Flandre orientale). De nationalité roumaine, âgé de 41 ans, il a fait une chute de plusieurs mètres alors qu'il sciait un tuyau.

En Belgique, plus d'un travailleur meurt sur son lieu de travail chaque semaine en moyenne d'après les chiffres de FEDRIS, l'agence fédérale des risques professionnels.

Les ouvriers, et parmi eux les travailleurs immigrés, sont les plus exposés aux risques d'accidents. Non seulement la nature de leurs tâches est plus dangereuse, mais c'est encore l'exploitation capitaliste qui détruit le corps des ouvriers, quand elle ne tue pas directement à cause d'accidents qui auraient pu être évités !

Ce sont les ouvriers qui créent les richesses, ils ont besoin de conditions de vie et de travail sécurisées et saines !

Bulletins d'entreprises : **Colruyt Dassenveld**

Pause repas : 30 minutes chrono

Pas une seconde à perdre. Préparer son badge à l'avance. Scanner la file d'attente d'un œil de sniper. Repérer la caisse la plus rapide. Viser les collègues avec qui s'asseoir. Anticiper la chaise libre. Mordre dans son sandwich avant la reprise.

Chez Colruyt, même la pause se joue au chronomètre. Ce n'est pas une pause, mais mission impossible.

Décaler pour mieux régner

Les pauses décalées avaient été imposées à cause du covid. Depuis, la pause-repas collective n'a jamais été rétablie. L'après-midi, l'équipe DV (surgelés) doit manger à 16h45, c'est trop tôt et l'estomac crie avant la fin de la journée.

Aujourd'hui, la direction justifie de séparer les équipes à la pause par "manque de places". Est-ce que cela ne serait pas plutôt pour isoler les équipes ? Pour elle, moins on se voit, moins on se parle, moins de chance qu'on s'organise. Nous, on est pour manger ensemble.

11/11 : pas de trêve dans la production de profits

Le travail du mardi 11 est « au volontariat ». Mais c'est quoi un jour de travail « volontaire » quand on est en CDD ? Quand on

n'a pas les bons papiers ? Quand tout simplement, on doit joindre les deux bouts avec des salaires trop faibles…

À notre connaissance, ni les factures ni les courses ne se payent encore « au volontariat ».

Entreprise de vampires

Avec l'automne, ce n'est plus seulement l'équipe de nuit qui travaille la nuit : c'est tout le monde.

Les équipes du matin se lèvent au milieu de la nuit et terminent au crépuscule de 14h. Celles de l'après-midi, elles, ne voient plus le soleil que quelques heures avant d'embaucher.

L'entrepôt, c'est vraiment le royaume des ténèbres… Et les actionnaires sont des vampires qui s'abreuvent de notre santé.

Xtra profitable

Jamais rassasié de profits, le groupe Colruyt conditionne maintenant certaines promotions à la vente à des entreprises privées des données des clients .

istes, tout est potentiellement une marchandise, même nos listes de courses !

23/11: manifestons contre la violence faite aux femmes

La politique d'austérité du gouvernement s'en prend particulièrement aux salaires et aux conditions de travail des femmes.

Ce sont souvent elles qui doivent s'occuper des enfants et se retrouvent contraintes de travailler à temps partiel et pour des salaires plus bas ! Les mesures contre les pensions et les allocations de chômage les impactent directement ! En plus, les plans d'austérité dans l'éducation, la petite enfance, tout comme ceux dans les services aux personnes âgées… font retomber ces charges principalement sur les épaules des femmes, qui doivent compenser les services qui disparaissent ou deviennent impayables !

Plus largement, la classe capitaliste au pouvoir maintient et aggrave partout le patriarcat. Elle utilise l'oppression des femmes pour diviser les travailleurs en exploitant et dominant plus fortement les femmes.

Selon les statistiques de l' ONU (qui sous-estiment la réalité), une femme sur trois dans le monde subi au moins une agression sexuelle au cours de sa vie. 26% des femmes âgées de plus de 15 ans ont subi des violences de la part d'un partenaire intime, mari ou conjoint. En 2023, plus de 51.000 femmes et filles ont été tuées par leur partenaire ou un membre proche de leur famille.



Parmi les victimes détectées de la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, 91% sont des femmes. Plus de 230 millions de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales. C'est 15% d'augmentation comparé aux données d'il y a huit ans. En Afrique subsaharienne, plus d'une femme sur quatre a subi ces mutilations.

Les femmes sont aussi les premières victimes des conflits armés à travers le monde. Y compris par l'utilisation du viol comme arme de guerre pour terrifier les populations. Ces méthodes sont largement employées par des bandes militaires, équipées entre autres avec des armes belges, françaises, états-uniennes… dans des régions convoitées par les multinationales où les richesses naturelles abondent, comme le Congo.

La manifestation du 23, organisée par diverses organisations dont la FGTB, peut servir à dénoncer cette société pourrissante, où le sexisme monte avec les démagogues d'extrême droite et les réactionnaires religieux, sous les contradictions du capitalisme ! C'est aussi l'occasion de discuter des perspectives de lutte pour mettre fin à l'oppression des femmes. Dans le passé, c'est en luttant en tant que travailleuses contre les patrons et leur système que les femmes ont pu arracher des augmentations de salaires, le droit d'avoir un compte bancaire sans le contrôle d'un mari, le droit de divorcer, d'avorter…

La lutte pour l'émancipation des femmes, moitié de l'humanité, est indissociable de la lutte pour renverser le capitalisme et établir une société débarrassée des classes sociales, de l'exploitation et des oppressions.

La folie menaçante de l'économie capitaliste

L'entreprise Nvidia, à l'origine des processeurs graphiques nécessaires au fonctionnement des modèles d'intelligence artificielle, vient d'atteindre une valorisation boursière record de 5.000 milliards de dollars.

Le cours de l'entreprise profite pleinement de l'emballement spéculatif autour de l'IA. Tant que les valeurs liées à l'IA montent, les capitalistes y injectent des milliards. Cette euphorie repose sur l'espoir de profits issus du développement et de l'usage de l'intelligence artificielle. Les grandes firmes technologiques espèrent conquérir un marché présenté comme capable de transformer l'économie et d'augmenter la productivité du travail. Pourtant, les gains de productivité attendus restent très incertains.

La bulle spéculative est renforcée par le fait que les entreprises de l'IA investissent les unes dans les autres. Par exemple, Nvidia fournit des capitaux à l'entreprise OpenAI qui achète les processeurs graphiques… Nvidia!

Si cette bulle autour de l'IA éclate, elle peut entraîner un pan entier de l'économie dans une violente crise et ce sont une fois de plus les travailleurs qui en paieront le prix. Par le chômage de masse et la baisse des salaires, comme lors de l'éclatement de la bulle internet en 2000 ou de la crise des subprimes en 2007-2008.

Climat: pas d'avenir sous le capitalisme

La 30ème conférence de l'ONU sur le climat, la COP30 se réunit en ce moment à Belém au Brésil.

Depuis la première, 30 ans se sont écoulés. Trente ans que les gouvernements prétendent prendre le problème au sérieux et trente ans que les émissions de gaz à effet de serre augmentent d'année en année. A tel point que la majorité des modèles estime que dans la décennie, on dépassera le seuil +1,5° qui était initialement prévu pour… 2100 !

Pluies diluviennes, inondations, canicules, feux dévastateurs, sécheresses, cultures menacées… nous souffrons déjà du dérèglement climatique qui se poursuit au milieu des guerres, de la détresse et de la misère croissante. C'est pire dans les pays pauvres où le dérèglement climatique est synonyme de famines et de déplacements forcés. Mais partout dans le monde, les plus riches s'en sortent, tandis que la grande majorité subit les catastrophes climatiques de plein fouet.

En Inde, à New Dehli, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le 10 novembre pour protester contre la pollution de l'air. Sur les pancartes, on pouvait lire des messages comme « Je ne peux plus respirer ». Dans cette immense ville densément peuplée, voilà des semaines que les conditions climatiques ont mené à des taux de pollution de l'air particulièrement élevés. L'indice de qualité de l'air y était de plus de 400, bien au-dessus du maximum de 300 qui indique déjà un grave danger pour la santé. Et encore, de nombreuses vidéos ont circulé montrant des véhicules de police arrosant d'eau les environs des stations de surveillance de la qualité de l'air, pour tenter de faire baisser les mesures. La police du gouvernement Modi a embarqué de nombreux manifestants.

Au Brésil, le président Lula, bien qu'il pose en défenseur de l'Amazonie, autorise des forages pétroliers au large du bassin amazonien. Et aux États-Unis et en Europe, la classe capitaliste et les politiciens ne font même plus semblant de se mobiliser. Aux États-Unis, Trump qualifie le réchauffement de « canular ». ArcelorMittal renonce à investir dans de l'acier décarboné à Dunkerque et à Gand, en expliquant sans détour que ce n'est pas assez rentable.

Dans une économie soumise à la loi du profit, l'écologie se réduit à un prétexte pour irriguer d'argent public les grands groupes industriels des pays riches. Encore récemment, le gouvernement flamand a donné 70 millions au nom de la transition énergétique à neuf entreprises dont TotalEnergie !

Et comme les gouvernements ne s'en prennent pas aux vrais responsables, les seuls accusés sont encore une fois… les travailleurs. La COP30 est l'occasion pour les médias et les dirigeants de relancer la campagne sur le thème de la « consommations responsable », d'imposer des hausses de taxes poubelles ou des amendes, d'imposer l'achat de voitures électriques.

Mais ce sont les grands groupes industriels et les financiers qui décident de quoi produire et comment ! Les consommateurs ne peuvent acheter que ce que les industriels mettent sur le marché. Ils ne décident ni des prix, ni de leur salaire ! Quant à consommer moins, c'est le sort de nombreuses familles populaires faute de moyens, et de la grande majorité de la population sur la planète ! Cela ne change rien au climat.

L'humanité dispose aujourd'hui de moyens de contrôle et de production plus grands que jamais. Depuis plus de cinquante ans, des scientifiques alertent sur le dérèglement climatique et proposent des solutions. Mais pour les mettre en œuvre, il faut organiser l'économie de manière rationnelle. Sous le capitalisme, la concurrence et la course au profit rendent cela impossible ! Il est temps de changer de système !

Haïti: les ouvriers de Montevi montrent la voie

Grève, manifestations, sit-in. Selon les chiffres publiés dans la presse, environ 18 000 travailleurs du parc Codevi, Compagnie de développement industrielle, située à Ounaminthe dans le département du Nord-Est, étaient entrés en grève pendant la semaine du 6 octobre 2025 pour protester contre la volonté du gouvernement d'adopter de nouvelles taxes contre les travailleurs de la sous-traitance.



Pour l'instant, ces taxes et prélèvements obligatoires pour l'ONA (Office assurance vieillesse), et pour l'OFATMA (Office d'assurance accidents du travail, maladie et maternité), vont jusqu'à 20 % de leur salaire. Les grévistes réclamaient également un ajustement de leur salaire bloqué depuis 2022 et de meilleures conditions de travail. Dans leurs slogans, les travailleurs ont dénoncé l'indécence des potentats du gouvernement qui, tout en faisant la course aux richesses en siphonnant les caisses de l'État, en participant à toute forme de corruption, n'ont pas hésité à augmenter les taxes sur des travailleurs dont la valeur réelle du salaire journalier fluctue autour d'un dollar. Rejoints par des membres de la population pauvre dans leur mouvement, les travailleurs ont réclamé un ajustement de salaire à 2 500 gourdes par jour, la baisse des prix de produits de première nécessité, etc.

Devant cette colère tous azimuts et par crainte de voir plus de membres de la population pauvre s'associer à ce mouvement, le gouvernement s'était dépêché de sortir un communiqué pour ajourner ces mesures. Mais deux jours après ce recul, les travailleurs n'avaient pas repris le travail pour mettre la pression sur les patrons qui pourraient faire semblant d'ignorer la position des autorités et continuer à prélever à la source ces taxes et obligations.

Les ouvriers de Codevi avaient raison de se battre pour leur gagne-pain. Cette révolte aurait eu toutes les raisons de se propager vers la capitale, particulièrement sur la route de l'aéroport au parc industriel Sonapi mais aussi dans tout le pays où les travailleurs gagnent péniblement 500 gourdes comme salaire journalier dans les stations de services, dans les magasins, les entrepôts… Continuer à payer le même salaire minimum en vigueur depuis trois ans constitue un crime vu l'inflation qui bat des records.

Aux souffrances des travailleurs, à leurs revendications, le patronat et le gouvernement opposent toujours le cynisme, le mépris et souvent la répression. La grève, les manifestations sont les moyens qui sont à leur disposition pour se faire entendre et faire reculer ces parasites. Il en est de même pour le reste de la population pauvre qui depuis six ans, en plus de l'exploitation des classes dominantes, supporte les exactions criminelles des bandes armées dont les chefs sont devenus en très peu de temps des millionnaires par le racket, le vol, les trafics de toutes sortes.

La révolte générale des masses exploitées représente leur seule voie de salut. Que ces grèves sectorielles, que les actes de bravoure et de résistance de la population dans l'Artibonite assiégée par les gangs, que la résistance des paysans de Kenscoff servent d'entraînement et de prélude aux luttes globales et conscientes de toutes les masses exploitées pour leur libération totale, capitale à l'échelle de tout le pays !

Cet article est extrait du mensuel de nos camarades de OTR – UCI Haïti.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be